

POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU KAZAKHSTAN ET DE L'ARMÉNIE

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie/Eurasie de l'Ifrri

Je voudrais revenir à M. Vassilenko. Je voudrais vous interroger sur vos relations avec vos principaux partenaires étrangers, vos voisins. Le Kazakhstan est un véritable maître de la politique multi-vecteurs. Vous parvenez à maintenir un équilibre extraordinaire entre la Russie, la Chine et l'Occident. Vladimir Poutine a parlé de la dernière fois où il avait célébré son anniversaire avec le président Tokaïev et le président ouzbek Mirziyoyev et, en même temps, récemment, à Berlin, le chancelier Scholz ainsi que le président Macron, lors de sa visite à Astana, ces deux dirigeants occidentaux ont salué les efforts du Kazakhstan pour se démarquer de Moscou en empêchant le contournement des sanctions.

Vous parvenez à naviguer en eaux troubles en évitant les obstacles et votre capitaine a beaucoup d'expérience. Comment la guerre en Ukraine et au Haut-Karabagh au cours des deux dernières années a-t-elle affecté les relations de votre pays avec vos voisins comme la Russie, la Turquie, la Chine et l'Occident ? Les priorités en matière de politique étrangère de votre pays sont-elles en train de changer ? Comment souhaiteriez-vous voir le rôle de chaque partenaire à moyen et à long terme ainsi que l'équilibre entre ces partenaires ?

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Nous avons réalisé très clairement au cours de la dernière année et demie que la désormais célèbre politique étrangère multi-vecteurs que vous avez mentionnée est en fait la seule politique étrangère que nous, en tant que pays, pouvons poursuivre. Nous sommes un pays de 20 millions d'habitants, voisin d'un pays de 1,5 milliard d'habitants, d'un autre pays de 140 millions d'habitants, et un pays enclavé, le plus grand pays enclavé du monde. Vous ne pouvez construire que des relations positives et respectueuses mutuellement avec vos voisins et avec les autres, c'est la seule façon d'avancer.

Au cours des dix-huit derniers mois, nous avons constaté que l'Occident a en quelque sorte redécouvert avec plus de clarté l'importance de l'Asie centrale. Les relations se sont développées au cours des 30 années de notre indépendance, mais les décideurs politiques de Bruxelles, Paris, Berlin, Londres et Washington ont retiré leurs œillères. Cette intensification des contacts politiques et le renforcement des efforts diplomatiques de la part de l'Occident sont très bien accueillis par le Kazakhstan, car constituant un élément de l'équation générale de notre politique étrangère.

Bien entendu, nous continuons de renforcer et de développer notre coopération avec la Russie, avec laquelle nous partageons la plus longue frontière terrestre continue au monde (7 500 kilomètres) et avec la Chine, nos deux plus grands voisins.

De manière générale, je pense qu'il est important de souligner que, dans notre région, il y a peut-être trois dynamiques en cours. La première est que les défis s'aggravent vraiment en ce qui concerne la sécurité, et je parle principalement de la pénurie d'eau. C'est un grand défi pour l'Asie centrale.

Le changement climatique en est un autre, et le ministre émirati vient de nous dire que si ne serait-ce qu'un quart du Groenland fondait, le niveau d'eau des océans monterait de deux mètres. En Asie centrale déjà, ce changement climatique est deux fois plus rapide et pire que dans le reste du monde. Cela crée déjà des sécheresses, des problèmes, etc.

Ensuite, il y a des choses comme l'absence d'accord entre des pays comme le Kirghizistan et le Tadjikistan sur leurs frontières. Il existe également un ensemble de défis découlant de la situation instable en Afghanistan, que nous ne devons pas non plus oublier. C'est une première tendance.

La deuxième tendance que nous observons est la volonté croissante de cinq pays d'Asie centrale de travailler ensemble. Vous avez peut-être vu que nous avons maintenant tenu cinq réunions des cinq dirigeants. De plus, les plateformes Central Asia Plus ont proliféré comme des champignons après la pluie : il existe désormais 11 plateformes, en commençant par une avec l'UE mais aussi une avec l'Allemagne, les États-Unis, la Russie, la Chine, etc.

Cependant, la troisième dynamique que nous observons c'est cet engagement croissant des partenaires extérieurs. Ce n'est pas seulement l'Occident, c'est aussi la Russie, la Chine et la Turquie qui ont réellement intensifié leurs efforts pour être présents en Asie centrale, pour développer les entreprises, pour investir, si vous voulez, pour nous attirer vers eux.

Franchement, en Asie centrale, nous n'aimons pas cette façon de parler de *Great Game* (Grand Jeu), il suffit de noter qu'il y a quelques jours, Bloomberg a publié un article intitulé « Macron atterrit dans le jardin de Poutine ». Cela a créé une telle réaction dans notre société et les gens sont vraiment remontés contre Bloomberg maintenant, énumérant toutes les raisons pour lesquelles le Kazakhstan ne peut pas et ne devrait pas être appelé « le jardin de Poutine » ou « le jardin de Xi Jinping », d'ailleurs. Cela nie la capacité d'action du pays, nie sa souveraineté, mais aveugle également la réflexion des décideurs politiques.

C'est pourquoi nous sommes favorables à un *Great Gain* (litt. grand gain) pour tous en Asie centrale. Nous pensons qu'il y a suffisamment de place pour un engagement constructif de la part de toutes les parties. Il faut voir avec quelle dynamique ces relations se développent avec l'Occident, la Russie, la Chine et la Turquie. Le président turc et le président azéri se trouvent aujourd'hui à Astana pour le sommet du 10^e anniversaire de l'Organisation des États turques.

Toutes ces plateformes prolifèrent et toute l'Asie centrale, y compris le Kazakhstan, est très engagée en tant qu'acteur dans ce jeu, si vous voulez.

Tatiana Kastouéva-Jean

À mon avis, l'Arménie évolue de plus en plus dans la même direction de diversification et de politique multi-vecteurs. Par exemple, les relations militaires et sécuritaires de l'Arménie ont toujours été très étroites avec la Russie. La 102^e base militaire russe est située à Gyumri. Il y a des ventes d'armes russes – la Russie n'a pas livré les armes déjà payées, si je comprends bien – et les frontières de l'Arménie avec l'Iran et avec la Turquie sont protégées par le service des frontières russe.

Dans le même temps, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a récemment fait une déclaration très ferme. Il a évoqué la nécessité de diversifier les relations en matière de sécurité, car la Russie n'a pas rempli ses obligations d'alliée lors de l'escalade à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Récemment, le président arménien a déclaré sur les chaînes de télévision françaises que le pays avait besoin de nouveaux partenaires militaires en plus de la Russie. Et la France sait, en octobre, qu'elle fournira des armes à l'Arménie.

Qu'en est-il de la diversification de votre politique étrangère : plus proche de l'Occident, moins proche de la Russie ? Quel équilibre recherchez-vous ?

Vahan Kostanyan, vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie

Il ne s'agit pas de se rapprocher de quelqu'un en opposition à nos relations avec nos partenaires mais, compte tenu de la situation et des faits, compte tenu de ce que nous avons vécu ces dernières années, nous avons compris que le besoin de diversifier nos relations et d'avoir un complément de sécurité dans nos relations avec nos partenaires est également très important.

Malheureusement, en septembre 2022, lorsque le territoire souverain de l'Arménie a été attaqué et occupé, la Russie et nos autres partenaires de l'OTSC n'ont même pas eu la volonté politique de déclarer que l'intégrité territoriale de l'Arménie avait été violée.

En revanche, l'Union européenne et les États membres de l'UE ont fait des déclarations très fortes, et pas seulement des déclarations, mais aussi des actions : le déploiement d'une mission de surveillance de l'UE à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le mandat de cette mission a clairement indiqué qu'elle était déployée à la frontière interétatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui signifie qu'on ne peut trouver comme excuse que la frontière n'est pas délimitée, etc., comme nous l'ont dit nos collègues de l'OTSC.

Voilà un exemple de la façon dont nous essayons de recréer et de reconstruire une nouvelle architecture sécuritaire pour notre pays.

D'un autre côté, vous avez raison : nous diversifions les marchés sur lesquels nous achetons des armes, qui sont uniquement destinées à des fins défensives. La France et l'Inde font partie de nos partenaires.



Nous sommes déterminés à coopérer dans ce domaine également avec d'autres collègues, sachant que nous avons le droit de protéger notre souveraineté et notre intégrité territoriale et que nous n'avons aucune intention d'attaquer aucun de nos voisins.